

## Préface

Depuis quelques années, on accorde beaucoup d'attention au monde de plus en plus interdépendant dans lequel nous vivons. La prospérité économique du Canada, en tant que nation commerçante, est largement tributaire de sa performance sur les marchés internationaux. C'est cet aspect des affaires étrangères qui nous touche le plus directement dans notre vie de tous les jours. Ainsi, nous buvons du jus d'orange de la Floride au déjeuner, consultons notre montre suisse pour savoir l'heure, portons une chemise fabriquée à Hong Kong, achetons des parfums français et regardons des films américains sur un téléviseur japonais. D'autre part, nous savons que des journaux américains et britanniques sont imprimés sur du papier journal canadien, que des voitures du métro de New York sont fabriquées au Canada, que des Américains chauffent leurs maisons avec du gaz naturel canadien, que les Chinois fabriquent leurs nouilles avec du blé canadien et que les Vénézuéliens conduisent des voitures fabriquées au Canada. Même si plusieurs s'inquiètent des répercussions négatives des importations sur le marché de l'emploi, il ne faut pas oublier que les exportations ont toujours été l'un des principaux moteurs de la croissance et de la création d'emplois dans l'économie canadienne. Ce sont là des vérités qui s'imposent dans notre monde interdépendant.

Le secteur privé est le principal artisan du commerce international, mais le gouvernement fédéral joue un rôle important en mettant en place un ensemble de lois, de règlements, de programmes et de politiques qui garantissent que les producteurs et les commerçants canadiens ne sont pas désavantagés par rapport à leurs concurrents étrangers. Dans un climat économique beaucoup plus dur, l'amélioration de la productivité et une plus grande compétitivité seront les garantes d'une solide performance commerciale. En dépit des signes annonciateurs de la reprise économique, nous ne pouvons nous permettre la complaisance. Tous les Canadiens devront donc collaborer à assurer la prospérité du Canada par la voie du commerce.

Au cours des deux dernières années, le gouvernement a effectué une étude détaillée de ses politiques et programmes commerciaux pour s'assurer qu'ils reflètent les problèmes et les priorités des années 80. Le présent document de travail a fait partie intégrante de cette étude. Il a constitué, avec l'*Étude de la politique commerciale canadienne*, le fondement analytique, factuel et conceptuel de l'examen par le Cabinet d'un cadre de la politique commerciale pour les années 80. Il est maintenant distribué à un auditoire plus vaste, dans l'espoir qu'il contribuera à orienter l'examen et la discussion des modalités d'exécution par le gouvernement du cadre de la politique commerciale dans les années 80. Le gouvernement est d'avis que ce débat, auquel pourront participer non seulement des spécialistes, mais aussi le grand public, ne peut qu'améliorer la performance commerciale du Canada et servir les intérêts de tous les Canadiens.